

Séminaire
IGPDE/CHEEF
**« L'action régulatrice des pouvoirs publics en
matière de prix : du contrôle à la concurrence (1940-
2023) »**

Michel-Pierre Chelini-Laurent Warlouzet

Bercy, 8.12.2023

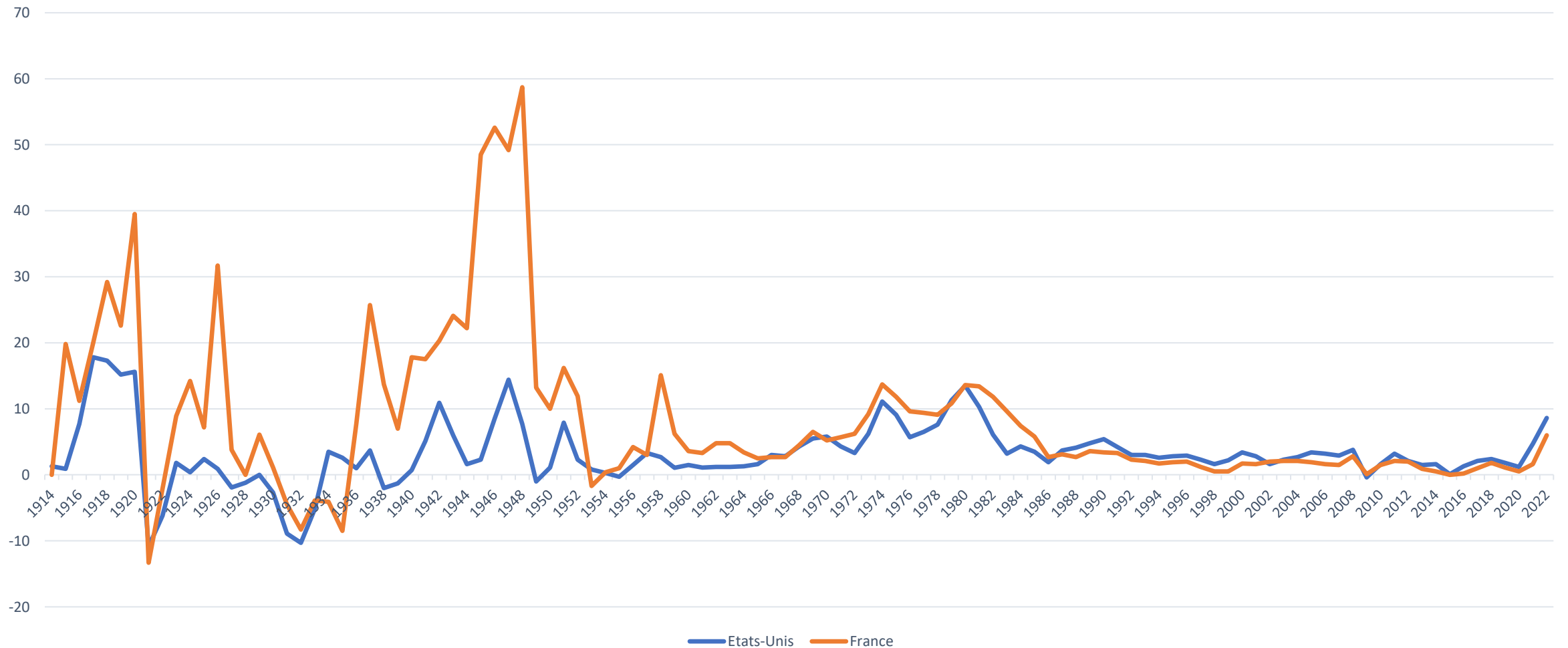
Objectifs

- La ou les missions de l'Etat par rapport aux prix et à la concurrence avec les idées sous-jacentes, les moyens (humains et matériels, Budget), les actions menées et une forme de bilan d'efficacité.
- Ce n'est pas tout à fait ou pas seulement une histoire de la DGCCRF (histoire d'une administration), c'est l'histoire d'une action publique et de son impact. Et il convient d'introduire la dimension CEE puis UE (réelle polarité européenne).
- Problématique : « Du contrôle à la concurrence, de l'encadrement au conseil ». Comment un Etat contrôleur devient Etat régulateur ? Comment a émergé la notion de concurrence ? Poids de la polarité européenne (notamment allemande) ?

- Le séminaire vise à étudier la direction générale des Prix, devenue par la suite la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, de 1940 à nos jours.
- A l'origine, ce service était doté d'une armée impressionnante d'inspecteurs chargés de contrôler presque tous les prix des biens de consommation courante afin de limiter l'inflation.
- Progressivement, à partir de la reconstruction, au début des années 1950, les mécanismes de marché ont repris leur rôle mais de manière très progressive car il fallut attendre 1986 pour que le contrôle des prix soit aboli, même s'il subsiste dans certains secteurs (livre, énergie, etc.).
- S'impose à sa place la logique de la politique de la concurrence, par la surveillance des accords et des fusions entre les entreprises, ainsi que des pratiques commerciales.
- Les questions de l'eupéanisation (avec le poids croissant de la Commission européenne en matière de concurrence) et du poids respectifs des logiques juridiques et économiques seront aussi prises en considération.
- En 2026, 40 ans de l'abolition en 1986 de l'ordonnance de 1945

Un problème français? L'inflation en longue période

Evolution des prix à la consommation. Etats-Unis et France 1914-2022



1. Direction générale du Contrôle économique (1940-1949)

1. Contrôle économique		2. Direction des Prix	
1935-1936	Services locaux de contrôle des prix	Sept 1940	Service des Prix
Mai 1940	Service de Contrôle des Prix	Avril 1941	(élabore le « Code des prix »)
Sept. 1940	Service Central de Contrôle des Prix		Direction des Prix
Déc. 1941	Service Central de Contrôle		
Juin 1942	économique		
Avril 1947	DG du Contrôle économique		
	DG du Contrôle et des Enquêtes		

2. Direction générale des Prix et des Enquêtes (1949-1965)	
Février 1949 Janvier 1952 Juin 1965	DG des Prix et du Contrôle économique DG des Prix et des Enquêtes économiques DG du Commerce intérieur et des Prix
3. Direction générale du Commerce, de la Concurrence, de la Consommation (1965-1985).	
Juin 1965 Juin 1974 Août 1978 Nov. 1985	DG du Commerce intérieur et des Prix DG de la Concurrence et des Prix DG de la Concurrence et de la Consommation DG de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes
4. DG de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes (depuis 1985-86)	

Projet de planning

- Séance 1 (déc. 2023) : Sebastian Billows et Lola Avril (cf. rapport pour la Mission recherche Droit et Justice *L'expertise économique dans le droit français de la concurrence*), la question juridique et économique des prix : les réglementations, la jurisprudence, le montage des dossiers de concurrence (il existe des cabinets d'avocats-conseil pour cela), économistes spécialisés
- Séance 2 (fév. 2024) : C. Babusiaux (1984-1997) [La libéralisation de 1986 et la mise en place de la politique de la concurrence]
- Séance 3 (avril 2024) : Les archives (CAEF et sources provoquées),
- séance 4 (juin 2024): La période de contrôle sévère des prix 1940-50
- séance 5 (oct. 2024) : La phase de libéralisation et de passage à l'accompagnement du "commerce intérieur", années 1950-1970. L'apparition timide d'une politique de la concurrence.
- Séance 6 (décembre 2024) : La crise d'inflation des années 1973-83 et le tournant progressif vers la libéralisation